



Le commerce extérieur croît sur fond de hausse des prix

Les chiffres récemment publiés pour le commerce extérieur suisse en 2022 créent un tableau contrasté. Le commerce a certes augmenté, en termes nominaux, mais cela s'explique principalement par des hausses de prix.

À première vue, les chiffres récemment publiés par l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières sont réjouissants. L'an dernier, tant les exportations que les importations ont à nouveau battu des records. Les exportations ont ainsi progressé de 7,2% par rapport à 2021, pour atteindre 278,6 milliards de francs. Quant aux importations, elles ont également atteint un niveau record en 2022, avec une hausse de 16,8%. Si on considère les chiffres corrigés des prix, les exportations ont toutefois stagné sur l'ensemble de l'année et les importations n'ont que légèrement augmenté. À cela s'ajoute que, après trois bons trimestres, le commerce était en baisse dans les deux sens en fin d'année.

ÉCHANGES DIVERSIFIÉS À L'ÉCHELLE MONDIALE

En ce qui concerne les exportations, l'économie suisse bénéficie d'une grande diversification. Presque tous les groupes de produits commercialisés ont enregistré une hausse. L'année 2022 a été très prospère, en particulier pour les montres et la bijouterie. Par rapport à l'année précédente, ces produits ont progressé de respectivement 11,4% et 14,8%. Les produits chimiques et pharmaceutiques sont à nouveau les principaux responsables de la progression des exportations, avec une part de 3,7 milliards de francs.

Les entreprises exportatrices étaient également bien positionnées du point de vue géographique en 2022. Elles ont exporté davantage que l'année précédente vers les trois principaux marchés. La plus forte croissance, 8,6%, a été enregistrée en faveur de l'Asie, suivie de l'Amérique du Nord, avec 7,8%, et de l'Europe, avec 6,3%. En ce qui concerne l'UE, ce sont surtout les exportations vers la Slovénie et l'Italie qui ont fortement augmenté. Le Japon et les États-Unis ont été les principaux moteurs de la croissance sur les deux autres marchés. Pour la deuxième année consécutive, les États-Unis sont le principal marché d'exportation de la Suisse, avec un montant de quelque 50,7 milliards.

Du côté des importations, l'évolution a été marquée par la forte hausse des prix de l'énergie. Les importations d'énergie ont doublé pour totaliser 12,7 milliards de francs. Cela dit, de nombreux autres groupes de marchandises, comme les produits chimiques et pharmaceutiques, les métaux, la bijouterie et la joaillerie, ont également enregistré une croissance de 10% et plus. De nombreux produits importés proviennent d'Europe, en particulier de France, d'Allemagne et d'Italie. En ce qui concerne l'Asie, la croissance est principalement due à la hausse des importations en provenance de Chine (+13,5%). Mais la plus forte hausse des importations a eu lieu avec l'Amérique du Nord (22%).

QUE FAIRE POUR ÊTRE PRÊT À AFFRONTER L'AVENIR?

En 2020, le commerce extérieur suisse a été massivement affecté par les conséquences de la pandémie de covid. La situation économique actuelle reste difficile même si une évolution positive se dessine. La guerre en Ukraine, les incertitudes entourant l'approvisionnement en énergie, les difficultés d'approvisionnement, les coûts élevés de la logistique, la hausse des coûts des matières premières, la montée du protectionnisme et le ralentissement de la conjoncture mondiale pèsent lourdement sur l'économie extérieure suisse.

La politique a raison de continuer à améliorer les conditions-cadre économiques. Aux yeux de l'économie, les points ci-après sont essentiels: si elle souhaite garantir les relations bilatérales avec l'UE sur le long terme, la Suisse doit s'en occuper rapidement et réaliser des progrès substantiels. Elle doit aussi continuer à développer le réseau d'accords de libre-échange afin de pouvoir accéder à de nouveaux marchés de croissance dans une optique de diversification. La suppression des droits de douane industriels doit être mise en œuvre en janvier 2024, comme prévu. Et la numérisation est décisive pour réduire les charges administratives des entreprises. Un contrôle étatique des investissements serait contre-productif pour la place économique.